« Une réalité complexe et des perspectives intéressantes pour toutes les parties »

Par Jean-Marc NOLLET, Ministre du Développement durable et de la Fonction publique en charge de l'Énergie, du Logement et de la Recherche

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis de constater l'intérêt pour ce colloque « La régulation régionale : une opportunité ou un moindre mal ? ». Je propose d'ailleurs de réaliser un sondage à la fin de la matinée pour voir de quelle côté penche la balance...

Il y a 10 ans, l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité a entraîné un **grand chamboulement** du secteur de l'énergie. Nous sommes passés d'une situation de monopole verticalement intégré à une séparation des métiers, une ouverture à la concurrence et une multiplication des acteurs. Par ailleurs, les opérateurs précédemment habitués à une autorégulation au sein du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz ont dû faire face à plusieurs régulateurs indépendants.

En 2001, la transposition des directives gaz et électricité a donné à la Région wallonne **l'opportunité de fixer les règles pour orienter le secteur dans la voie du développement durable**, avec un triple objectif : économique, social et environnemental.

Sur le plan économique, l'attention était portée sur le pouvoir d'achat des ménages, la compétitivité des entreprises, le maintien des dividendes communaux.

Au niveau social, des mesures spécifiques ont été adoptées en vue d'assurer la protection des consommateurs et en particulier des clients précarisés.

Sur le plan environnemental, la priorité était donnée à la réduction des consommations et à la promotion de l'électricité verte via le mécanisme des certificats verts.

L'objectif était de garantir l'accès à l'énergie, de répondre non seulement aux enjeux climatiques, mais également de faire face à l'inévitable épuisement des ressources fossiles et ses conséquences en termes d'augmentation des prix.

Toutefois, la séparation des métiers et la multiplication des acteurs (producteurs, fournisseurs, gestionnaires de réseau de transport et de distribution) a engendré une **complexité** pour tous (opérateurs, entreprises et citoyens). Cette complexité est encore accrue par le système fédéral belge vu la répartition des compétences dans le domaine de l'énergie.

Suite à l'adoption de nouvelles règles de marchés pour les secteurs du gaz et de l'électricité, **la mise en place d'un organe de contrôle indépendant s'est avérée nécessaire**. Dans le cadre de ses missions, la CWaPE joue un triple rôle :

1. Veiller au respect des règles du jeu par les différents acteurs. A ce titre, la CWaPE contrôle les gestionnaires de réseaux en situation de monopole. Elle vérifie notamment les plans d'adaptation des réseaux et élabore le règlement technique en concertation avec les gestionnaires de réseaux. Elle contrôle également les fournisseurs et producteurs d'électricité verte soumis à la concurrence. Dans ce cadre, elle vérifie notamment les candidatures en vue de l'octroi des licences de fourniture. En outre, la CWaPE veille au respect des obligations de services publics imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux (en particuliers les mesures sociales en faveur des clients protégés et le mécanisme des certificats verts).

2. Aider les consommateurs parfois perdus dans le dédale des différents acteurs. A cette fin, le site de la CWaPE fournit des informations générales. Par ailleurs, un simulateur tarifaire est mis à disposition des consommateurs résidentiels afin de les aider à choisir le fournisseur et la formule tarifaire qui leur convient. La CWaPE a également élaboré des indicateurs de performances notamment quant aux services de facturation et d'information des fournisseurs. En outre, le service de médiation et de conciliation répond aux interrogations ou incompréhensions des consommateurs et reçoit les plaintes contre les manquements des fournisseurs ou gestionnaires de réseaux.
3. Rendre des avis et faire des propositions au Gouvernement afin d'améliorer le fonctionnement des marchés.

Je profite de ce colloque pour souligner **l'importance du rôle du régulateur quant au respect des obligations de service public (OSP)** instaurées pour orienter les marchés, car le régulateur wallon a estimé que la main invisible d'Adam Smith ne suffisait pas pour tenir compte des préoccupations sociales et environnementales. A ce titre, la CWaPE effectue différents types de contrôles auprès des fournisseurs et GRD.

Il peut s'agir de contrôles ponctuels conséquemment à une plainte introduite sur un cas bien précis ou concernant un aspect précis de la législation qui paraît non appliqué. Dans ce cas, la CWaPE prend les mesures nécessaires pour instruire le dossier et, le cas échéant, réagir vis-à-vis du contrevenant, en appliquant au besoin les sanctions prévues par le décret.

Par ailleurs, la CWaPE organise des campagnes systématiques de contrôle. Depuis 2007 la CWaPE a ainsi réalisé deux campagnes systématiques de contrôle in situ auprès de tous les fournisseurs aux clients résidentiels, et une campagne systématique de contrôle in situ auprès des GRD. Une deuxième campagne de contrôle des GRD débute actuellement.

Ces campagnes de contrôle sont réalisées suivant une méthode qui a été récemment publiée sur le site de la CWaPE.

Le régulateur est également chargé de réaliser **des études en vue adapter certaines dispositions des décrets et arrêtés d'exécution**. La récente étude de la CWaPE relative à **l'évaluation des mesures sociales** fournit les bases et la concertation de tous les acteurs prolonge ce travail afin d'adapter le dispositif pour assurer le droit à l'énergie des consommateurs précarisés.

A ce propos, en particulier, le mécanisme des compteurs à budget ne fait pas l'unanimité et de nombreuses voix (monde social et associatif) s'élèvent pour souligner les difficultés, voir les dérives du mécanisme. Il est clair que la procédure aboutit trop rapidement au placement d'un compteur à budget en cas de défaut de paiement et qu'un nombre important de compteurs à budget sont placés (en 2009, 13.600 pour l'électricité et 9.500 pour le gaz). Ces compteurs engendrent dans certains cas des situations d'auto-rationnement et ne constituent généralement pas un outil permettant aux ménages de réduire leur consommation. En outre, les nombreux déménagements des personnes précarisées entraînent également une inflation de placements. Il apparaît donc à tout le moins nécessaire d'aider les clients en difficulté à négocier des plans de paiement et adapter la procédure pour postposer le placement des compteurs à budget.

La CWaPE joue également un rôle essentiel dans le cadre du **marché des certificats verts** :

- Octroi des labels de garantie d'origine et des certificats verts
- Contrôle du respect des quotas par les fournisseurs et GRD
- Avis quant à l'évolution du mécanisme

Vu la récente décision du Gouvernement quant aux quotas de certificats verts à l'horizon 2020 avec un objectif de 30% d'électricité verte dès 2016 et la volonté d'adapter le mécanisme, l'expertise de la CWaPE en la matière est précieuse pour orienter au mieux les décisions et tenir compte des réalités pratiques.

La **transposition des directives gaz et électricité** « troisième paquet » constitue également une opportunité pour faire évoluer les marchés de l'électricité et du gaz.

Les directives préconisent diverses mesures visant à favoriser l'efficacité énergétique. Je soulignerai en particulier le développement de services de gestion de l'énergie et l'élaboration de formules tarifaires novatrices favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Je profite pour souligner l'intérêt de la tarification progressive pour le vecteur électrique. La mise en place de cette tarification progressive est en cours de réflexion, notamment dans le cadre du transfert de compétence en matière de tarif de la distribution.

Les directives envisagent également le développement de systèmes d'information sur les consommations des clients de façon à leur permettre de réguler leur consommation d'énergie. Dans ce cadre, la mise en place des compteurs intelligents est subordonnée à une évaluation économique de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le 3 septembre 2012.

L'évolution vers des réseaux intelligents est également une orientation préconisée par le biais de l'élargissement des dispositifs de mesure et de contrôle qui permettront au GRD de connaître à tout moment la charge réelle, le niveau de tension et l'équilibre entre phases dans une zone afin de prendre des actions optimisant la gestion de son réseau. Ces dispositifs permettront de mieux intégrer les productions décentralisées et d'éviter des renforcements du réseau.

La problématique des réseaux intelligents est au cœur de la politique de régulation des marchés en vue d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO₂, d'intégration des énergies renouvelables, de réductions des consommations et de développement économique pour la Wallonie. La Déclaration de Politique régionale préconise d'étudier l'opportunité et l'impact tarifaire d'un soutien à une gestion dynamique des réseaux via le développement des "smart grids" en concertation avec les opérateurs concernés et le régulateur. Afin d'assurer la concertation des différents acteurs et définir les priorités en la matière, la CWaPE a été mandatée pour piloter le groupe de travail REDI (réseaux électriques durables et intelligents). Fin 2011, ce groupe de travail remettra au Gouvernement un rapport sur les priorités en matière de développement des réseaux durables et intelligents en vue d'assurer l'intégration des productions décentralisées, de limiter la consommation des clients finals, de réduire les pertes réseaux et d'améliorer l'efficacité et le rapport coût-bénéfice des investissements "réseaux".

Dans ce cadre, la concertation fonctionne bien et mercredi dernier, une séance plénière du groupe de travail a permis de faire le point sur l'état du dossier et présenter l'étude traduisant les objectifs de production d'électricité verte à l'horizon 2020 en réalisations concrètes.

Par ailleurs, les directives entendent renforcer l'indépendance des régulateurs (par rapport au secteur + par rapport au Gouvernement quant à ses missions et compétences de régulation). En effet, en vertu de la directive, le régulateur ne peut ni solliciter, ni accepter d'instruction directe du Gouvernement.

Actuellement, comme cela a déjà été souligné par un autre orateur, deux commissaires du Gouvernement siègent sans voie délibérative au comité de direction de la CWaPE. Le décret permet au Gouvernement de donner injonction à la CWaPE d'exercer sa mission de contrôle et de surveillance « sur un point déterminé relevant de sa compétence pour lequel elle s'abstient d'agir de façon récurrente et injustifiée ». En outre, les commissaires sont habilités à introduire un recours auprès du Gouvernement qui peut annuler la décision du Comité de direction.

Vu les directives « troisième paquet », sans supprimer les commissaires du Gouvernement, leur rôle devra être précisé afin de respecter l'indépendance requise.

Je soulignerai encore la nécessité de **renforcer la cohérence**, notamment en ce qui concerne les tarifs des GRD. Actuellement, les tarifs sont approuvés par la CREG. Ces tarifs intègrent le coût des obligations de service public à charge des GRD, or ces obligations sont instaurées en Wallonie et contrôlées par la CWaPE. Il serait donc plus cohérent que les tarifs des GRD soient approuvés par la CWaPE et que la compétence tarifaire soit transférée pour ce qui concerne les réseaux de distribution.

Par ailleurs, la concertation devrait être améliorée dans le cadre de l'élaboration des plans d'adaptation du GRT et des GRD. De même, la concertation entre régulateurs et entre les entités fédérale et régionales devraient être renforcée et intervenir en amont dans le cadre de l'élaboration des plans relatifs à la sécurité d'approvisionnement ainsi que dans le cadre de l'élargissement de la notion de client protégé au sens fédéral du terme pour y inclure les catégories définies comme telle par la RW et intégrer les faibles revenus.

Pour conclure, j'estime que la CWaPE a une position centrale et joue un rôle fondamental dans le cadre de l'organisation des marchés régionaux. Dans l'accomplissement de ses missions, la CWaPE privilégie la concertation de tous les acteurs (producteurs, gestionnaires de réseau, fournisseurs, consommateurs). La qualité des relations et l'écoute des différents acteurs ont été soulignées à diverses reprises. L'attention accordée aux préoccupations parfois divergentes des acteurs permet de mieux comprendre et appréhender la réalité de terrain. La CWaPE est donc un organe incontournable pour faire évoluer le marché et adapter la réglementation.

Je termine mon intervention en soulignant que pour moi, la régulation régionale est une opportunité pour mieux orienter le marché et je tiens à féliciter les membres du comité de direction et le personnel de la CWaPE pour la qualité et la pertinence de leur travail.

Je vous remercie pour votre attention.